



Guatemala : Militarisation des communautés agricoles dans la région où l'entreprise minière Tahoe Resources opère

Un nouveau rapport révèle l'ampleur dramatique de la stratégie en matière de sécurité militarisée

Par [Jen Moore](#) et [Laurence Guénette](#)
Mondialisation.ca, 13 novembre 2015
lautjournal.info

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Loi et Justice](#), [Militarisation](#)

Un nouveau rapport révèle l'ampleur dramatique de la stratégie en matière de sécurité militarisée que la minière canado-américaine *Tahoe Resources* a élaborée pour juguler l'opposition de la communauté à son projet *Escobal* dans le sud-est du Guatemala.

Dans son rapport intitulé « *Under Siege: Peaceful Resistance to Tahoe Resources and Militarization in Guatemala* », le journaliste d'enquête guatémaltèque, Luis Solano, révèle le réseau de relations et de tactiques qui ont conduit à la militarisation des communautés agricoles dans la région où l'entreprise opère.

« Dès le départ, *Tahoe Resources* a embauché un entrepreneur américain spécialisé en sécurité et en défense qui se vante de son expérience au sein de sociétés travaillant dans des régions en guerre comme l'Irak et l'Afghanistan pour mettre au point un plan sur la sûreté qui traite des manifestants communautaires pacifiques comme s'il s'agissait d'insurgés armés », remarque M. Solano.

« Travaillant main dans la main avec un gouvernement militaire au Guatemala et d'autres intervenants stratégiques au niveau local et national, un état de peur et de terreur a été créé localement dans le but de diviser et d'affaiblir la grande opposition au projet minier de cette entreprise ».

Parmi certaines des tactiques utilisées par les forces de sécurité privées et publiques contre les communautés opposées au projet de l'entreprise en raison de leurs inquiétudes quant aux répercussions éventuelles sur l'eau, la santé et l'agriculture, notons :

La société et d'autres intervenants ont logé des contestations constitutionnelles contre les plébiscites locaux portant sur l'exploitation minière

- Quelques centaines de personnes ont été persécutées légalement, pour ensuite être absous de toutes les accusations, faute de preuves
- Cédant aux pressions exercées par la société pour protéger ses intérêts, le gouvernement guatémaltèque a mis sur pied un « projet pilote interinstitutionnel » dans la municipalité où se trouve la mine, caractérisant ceux qui s'opposent à l'exploitation minière comme représentant une menace à la

sécurité nationale. Aux yeux des résidents, cela constitue un exercice de collecte de renseignements militaires

- Plus d'une fois, des manifestations pacifiques ont été violemment réprimées par les forces policières et de sécurité privée. Le 27 avril 2013 en particulier, des gardes de sécurité privée ont tiré sur des manifestants qui protestaient pacifiquement devant la mine, blessant sept hommes
- Quelques jours après la fusillade du 27 avril, le gouvernement guatémaltèque a décrété l'état de siège dans la région. Les domiciles de dirigeants communautaires opposés à la mine ont été perquisitionnés. Plusieurs personnes ont été emprisonnées pendant des mois, puis relâchées
- Le « projet interinstitutionnel » se poursuit. Deux avant-postes militaires se trouvent toujours dans la région.

Les sept hommes blessés au cours de l'attaque du 27 avril ont traduit *Tahoe Resources* devant les tribunaux de la Colombie-Britannique pour négligence et voies de fait et pour avoir implicitement ou explicitement joué un rôle dans l'attaque. Lundi, la Cour suprême de la Colombie-Britannique a refusé la compétence sur l'affaire, concluant que le Guatemala serait l'endroit le plus approprié pour entendre la cause.

« Ce rapport se fonde en partie sur la documentation soumise au tribunal de la Colombie-Britannique qui fournit des preuves considérables à l'effet que *Tahoe Resources* a collaboré avec des groupes de sécurité prêts pour la guerre, et non pas pour des communautés qui manifestaient pacifiquement contre les menaces à leur eau et à leurs exploitations agricoles », remarque Jen Moore, coordonnatrice du programme de l'Amérique latine chez Mines Alerte Canada.

« Il est extrêmement décevant que le juge ait rejeté l'affaire, sans tenir compte des dynamiques de pouvoir à l'œuvre ou sans se demander si l'embauche d'un entrepreneur américain spécialisé en défense pour aider à construire une mine au Guatemala rural, parmi d'autres agents formés à la contre-insurrection, serait susceptible d'établir les conditions du genre de violence qui a eu lieu en 2013 ».

Le rapport est disponible en version condensée ou intégrale. Luis Solano est présentement en visite à Montréal pour discuter du rapport. Il se fera disponible aux médias.

Jen Moore

Laurence Guénette

Jen Moore est coordonnatrice du programme de l'Amérique latine

Laurence Guénette coordonnatrice du Projet Accompagnement Quebec Guatemala

Renseignements :

Facebook: <https://www.facebook.com/events/618266188311931/>

<http://www.stockhouse.com/news/newswire/2015/11/10/injured-protesters-denied-chance-to-hear-lawsuit-against-tahoe-resources-t-tho>

<http://www.theprovince.com/business/lawsuit+against+based+tahoe+resources+miners+injured+shooting/11507805/story.html>

Articles Par : [Jen Moore](#) et
[Laurence Guénette](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca